

Unité départementale des Côtes-d'Armor
11, rue Hélène Boucher
Bâtiment B
BP 30337
22193 Plerin

Plerin, le 14/11/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/09/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

EUREDEN

ZI de Goperen
22110 Glomel

Références : 2024.342
Code AIOT : 0005500051

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/09/2024 dans l'établissement EUREDEN implanté ZI de Goperen 22110 Glomel. L'inspection a été annoncée le 24/01/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Ce contrôle s'inscrit dans le cadre du programme d'inspections pluriannuel de la DREAL. L'établissement est classé SEVESO Seuil Haut pour son stockage de produits dangereux pour l'environnement. Il est à ce titre considéré comme prioritaire et fait l'objet d'une inspection a minima annuelle.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EUREDEN
- ZI de Goperen 22110 Glomel
- Code AIOT : 0005500051
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société EUREDEN exploite sur le site de Glomel une plateforme de stockage et de distribution de produits agro-pharmaceutiques et d'agro-fournitures. Les produits sont distribués vers le réseau des points de vente du groupe et les exploitations agricoles adhérentes. L'exploitation du site, d'une superficie de 53 300 m² dont 10 000 m² de bâtiment couvert, est encadré par un arrêté préfectoral du 1er octobre 2008. L'établissement est classé SEVESO Seuil Haut au titre de la réglementation sur les installations classées pour la protection de l'environnement.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	PLAN D'OPERATION INTERNE	Code de l'environnement du 24/09/2020, article R515-100	Demande d'action corrective	1 mois
11	AUTOSURVEILLANCE DES EAUX PLUVIALES	Arrêté Préfectoral du 01/10/2008, article 9.2.1.1	Demande d'action corrective	3 mois
12	BASSIN DE CONFINEMENT ET BASSIN D'ORAGE	Arrêté Préfectoral du 01/10/2008, article 7.7.11.2	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	ETAT DES MATIERES STOCKEES	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	Sans objet
3	MISE EN OEUVRE DES MOYENS DE SECOURS	Arrêté Préfectoral du 01/10/2008, article 7.7.7	Sans objet
4	DETECTION INCENDIE	Arrêté Préfectoral du 01/10/2008, article 8.1.3.3.5	Sans objet
5	MOYENS D'EXTINCTION	AP Complémentaire du 15/01/2024, article 2.2.1	Sans objet
6	ETIQUETAGE DES SUBSTANCES ET	Arrêté Préfectoral du 01/10/2008, article 7.6.3	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	PREPARATION S DANGEREUSES		
7	GESTION DES INCOMPATIBILITES	Arrêté Préfectoral du 01/10/2008, article 8.1.3.2	Sans objet
8	STOCKAGE DES PRODUITS ET SUBSTANCES COMBUSTIBLES	Arrêté Préfectoral du 01/10/2008, article 8.1.2	Sans objet
9	STOCKAGE DES PRODUITS TOXIQUES, TRES TOXIQUES ET INFLAMMABLES	Arrêté Préfectoral du 01/10/2008, article 8.1.3.1	Sans objet
10	TRAVAUX D'ENTRETIEN ET DE MAINTENANCE	Arrêté Préfectoral du 01/10/2008, article 7.4.5.1	Sans objet
13	EAUX PLUVIALES	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe IIPt 1.6.4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection n'a mis en évidence aucune non-conformité majeure concernant les points contrôlés dans le cadre de cette visite. L'exploitant met en place et assure le suivi des matières stockées avec une mise à jour quotidienne de l'état des stocks de matières dangereuses. Un état simplifié a été créé depuis la dernière visite et peut être produit sur demande. Le plan d'opération interne (POI) a été mis à jour en février 2024 puis testé dans le cadre de l'exercice annuel organisé en mai 2024. Au cours de la visite, l'inspection a relevé que l'exploitant ne procède qu'à deux analyses par an de la qualité de ses rejets aqueux. Il lui est demandé de procéder à un contrôle trimestriel conformément à son arrêté préfectoral d'autorisation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : ETAT DES MATIERES STOCKEES

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50
Thème(s) : Risques accidentels, Etat synthétique
Prescription contrôlée :
[...] un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les

substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin. L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre évènement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions. Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne. Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante. L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe. Les dispositions du présent article sont applicables à compter du 1er janvier 2022.

Constats :

L'exploitant a présenté à l'inspecteur un état des matières stockées et a constaté que la mise à jour est réalisée une fois par semaine. S'agissant des matières dangereuses, la mise à jour est réalisée quotidiennement (par extraction des données via un logiciel). Par sondage, l'inspection a demandé et vérifié la quantité des produits qui relèvent de la rubrique 4331 (liquides inflammables) ainsi que la quantité d'engrais relevant de la rubrique 4702-IV. Le tableau de suivi présenté permet d'identifier les types de produits et de matières stockées dans chacune des 6 cellules ainsi que dans les zones extérieures de stockage. L'inspection a constaté que la quantité de liquides inflammables stockés dans la cellule n°1 est inférieure à 49 tonnes et la quantité d'engrais présents dans les stockages extérieurs est inférieure à 1249 tonnes. L'état des matières stockées est accompagné d'un plan simplifié. Le document est référencé dans le plan d'opération interne sous la référence ENG-019-v01. L'exploitant a également présenté à l'inspection un état des matières stockées sous un format synthétique (comprenant 8 familles de produits avec les quantités données en kg). Cet état simplifié peut être établi sur demande. L'exploitant précise qu'un inventaire physique est réalisé chaque année.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : PLAN D'OPERATION INTERNE

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/09/2020, article R515-100

Thème(s) : Risques accidentels, Exercice POI

Prescription contrôlée :

I.- Afin d'atteindre les objectifs énoncés à l'article L. 515-41, le plan d'opération interne définit, notamment, les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens mis en œuvre par l'exploitant de nature à :

1° Contribuer à fournir à l'autorité compétente les informations nécessaires à l'établissement des plans d'urgence et à la détermination des mesures et des obligations incombant à l'exploitant mentionnées au III ;

2° Assurer, en ce qui concerne l'exploitant, la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur.

Ce plan est établi avant la mise en service. Il est testé à des intervalles n'excédant pas un an et mis à jour à des intervalles n'excédant pas trois ans.

<p>Constats :</p> <p>L'exploitant procède chaque année au test de son plan d'opération interne (POI). Le dernier exercice a été réalisé le 24 mai 2024 et a donné lieu à un compte-rendu transmis à l'inspection (document référencé ENG-021bis-v01). Le scénario retenu pour cet exercice portait sur un départ de feu dans la cellule n°2. Suite au changement d'exploitant, le plan d'opération interne a été mis à jour le 19 février 2024. L'inspection a constaté la présence d'un exemplaire du POI dans la boîte aux lettres, située à l'entrée du site, à l'attention des services de secours, ainsi qu'un état des matières stockées incluant le relevé journalier des stocks de produits dangereux (document daté du 18 septembre 2024). Toutefois, le POI présent dans la boîte aux lettres correspond à la version de 2023. L'inspection a relevé que le numéro de téléphone d'urgence affiché sur le panneau à l'entrée du site n'est pas à jour.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mettre la dernière version du POI dans la boîte aux lettres - Mettre à jour le numéro de téléphone d'urgence affiché à l'entrée du site.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 3 : MISE EN OEUVRE DES MOYENS DE SECOURS

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/10/2008, article 7.7.7</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Exercice sur feu réel</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le personnel de l'établissement est entraîné périodiquement à la mise en œuvre des matériels de secours et d'incendie. Des exercices peuvent utilement être réalisés en commun avec les sapeurs-pompiers. L'ensemble du personnel participe à un exercice sur feu réel au moins tous les deux ans. La date des exercices et essais périodiques des matériels d'incendie ainsi que les observations auxquelles ils peuvent avoir donné lieu sont consignés sur un registre spécial qui sera tenu à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté à l'inspection le tableau de suivi des formations (document référencé ENG-008-v01). L'exploitant précise que les formations incendie, comprenant une partie théorique et une partie pratique sur feu réel (bac à feu), sont réalisées tous les 3 ans. La dernière formation a été organisée le 4 août 2021. L'exploitant a indiqué que la prochaine formation des équipiers de première intervention sera organisée en 2024. L'inspection a constaté que l'exploitant assure la traçabilité des exercices incendie (rédaction et enregistrement des comptes-rendus d'exercice POI).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : DETECTION INCENDIE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/10/2008, article 8.1.3.3.5
Thème(s) : Risques accidentels, Détection incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Chaque cellule n°1, n°5 et n°6 sera dotée d'un système de double détection d'incendie. La détection d'une anomalie par ce système entraînera :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une alarme sonore au niveau des bâtiments de stockage et des locaux administratifs pendant les heures travaillées. - une information chez le responsable de l'établissement et(ou) sur une société de surveillance en dehors des heures travaillées. - la fermeture automatique des portes coupe feu et de la vanne automatique du circuit eau pluviale. - le système automatique d'extinction
<p>Constats :</p> <p>Les cellules n°1, 5 et 6 sont équipées de détection automatique avec fermeture des portes coupe-feu et déclenchement du système de détection automatique par mousse. Le système de sécurité incendie et des installations d'extinction automatique à mousse à haut foisonnement font l'objet d'un contrôle, comportant la réalisation d'essais fonctionnels automatiques et manuels, deux fois par an, par une entreprise extérieure. L'inspection a constaté que la dernière visite de maintenance préventive a été réalisée les 16 et 17 juillet 2024. Le rapport d'intervention a été transmis post-inspection et fait état des essais automatiques et manuels des dispositifs de sécurité incendie pour vérifier leur bon fonctionnement. Des essais spécifiques ont été réalisés sur les détecteurs automatiques d'incendie (DAI) des zones cellules 1, 5 et 6. Les taux d'encrassement des détecteurs optiques ont été mesurés et aucun écart significatif n'a été détecté. Le prestataire informe que les détecteurs optiques des cellules 5 et 6 ne sont plus disponibles en services après-vente. L'exploitant devra tenir compte de cette information en cas de nécessité de réparation ou remplacement.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : MOYENS D'EXTINCTION

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 15/01/2024, article 2.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Cellules n°1,5 et n°6
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Chaque cellule n° 1, n° 5 et n° 6 sera équipée d'au moins :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 2 extincteurs à poudre de 9 kg ; - de générateurs de mousse haut foisonnement à déclenchement automatique par détection ou/et à déclenchement manuel, d'un débit permettant le remplissage d'une cellule en moins de 10 minutes au maximum ;

Le mélange eau/produit émulseur sera effectué dans un local spécial, protégé par des murs coupe-feu de 2 heures, à partir d'une réserve d'eau de 100 m³ au moins. (...)

Constats :

La visite a mis en évidence la présence d'extincteurs et de robinets d'incendie armés répartis dans les cellules. L'inspection a relevé que ces équipements sont identifiés et accessibles. Il a été constaté que les appareils font l'objet d'un contrôle annuel par une entreprise extérieure (dernier contrôle en date du 07/2024). Post-inspection, l'exploitant a transmis les rapports d'intervention de la société de contrôle intervenue les 24 et 25/07/2024 pour la vérification des extincteurs portables et des robinets d'incendie armés. Les rapports font apparaître que les opérations de maintenance ont été réalisées et que certains appareils ont été remplacés.

Le groupe motopompe fait l'objet de tests hebdomadaires dont la traçabilité est consignée dans un classeur qui a été présenté à l'inspection (registre de maintenance de l'installation d'extinction par mousse ENG-G-005Bv02- vu l'enregistrement des essais réalisés les 16/09 et 18/09/2024). Le groupe motopompe est implanté dans le "local mousse" constitué de murs en parpaing. L'exploitant indique que le contrôle de la qualité de l'émulseur a été réalisé le 18/09/2024 (analyse annuelle).

L'exploitant a présenté à l'inspecteur le fonctionnement du système d'extinction automatique à mousse haut foisonnement. Un test réel de noyage par mousse de la cellule n°1 a été organisé et filmé le 10/12/2019. La vidéo montre que la cellule est entièrement noyée en 5 minutes environ.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : ETIQUETAGE DES SUBSTANCES ET PREPARATIONS DANGEREUSES

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/10/2008, article 7.6.3

Thème(s) : Risques chroniques, Etiquetage

Prescription contrôlée :

Les fûts, réservoirs et autres emballages portent de manière très lisible la dénomination exacte de leur contenu, le numéro et le symbole de danger défini dans la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses. A proximité des aires permanentes de stockage de produits dangereux en récipients mobiles, les symboles de danger ou les codes correspondant aux produits doivent être indiqués de façon très lisible.

Constats :

Par sondage, l'inspection a constaté que les matières stockées dans les cellules sont munies d'étiquettes visibles comportant les pictogrammes de danger. Des règles de stockage sont mises en place et affichées. La gestion des stocks est réalisée à l'aide d'un logiciel incluant une lecture par codes-barres permettant d'éviter les erreurs de stockage. Une charte «magasinier" (PRO-001) est mise en place.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : GESTION DES INCOMPATIBILITES

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/10/2008, article 8.1.3.2

Thème(s) : Risques accidentels, Agencement des produits

Prescription contrôlée :

Les produits agro-pharmaceutiques doivent être stockés par groupe de danger dans les 3 cellules en fonction de leurs risques prépondérante, en particulier:

- les produits agro-pharmaceutiques inflammables doivent être séparés des produits agro-pharmaceutiques comburants ;
- les produits agro-pharmaceutiques très toxiques ou toxiques doivent être séparés des produits agro-pharmaceutiques comburants ;
- et dans la mesure du possible, les produits agro-pharmaceutiques très toxiques ou toxiques doivent être séparés des produits agro-pharmaceutiques inflammables,

Sauf autres dispositions réglementaires plus contraignantes, les produits agro-pharmaceutiques très toxiques ou toxiques présentant également un caractère inflammable ou comburant doivent être stockés respectivement avec les produits agro-pharmaceutiques inflammables ou comburants. Les cellules de stockage doivent être agencées de manière à permettre une circulation aisée tant pour l'exploitation normale que pour une intervention rapide. En l'absence de rayonnage en étagères les aires de stockage doivent être délimitées au sol par un traçage résistant. Pour assurer une bonne ventilation, un espace libre d'une hauteur suffisante sera maintenu entre le stockage et le plafond. Les rayonnages en étagères doivent être réalisés en matériaux résistants mécaniquement et chimiquement.

Les récipients contenant des gaz ou gaz liquéfiés doivent être séparés des autres substances ou préparations solides ou liquides et stockés dans des locaux répondant aux caractéristiques de sécurité des cellules 1, 5 et 6. Dans les cellules n°5 et n°6, le stockage d'autres produits combustibles tel que semences, engrais en sacs, etc. .. est interdit. Dans la cellule n°1, le stockage de produits de jardinage doit être clairement séparé des produits agro-pharmaceutiques à risques (inflammables, ..). Les produits agro-pharmaceutiques très toxiques et les toxiques seront stockés exclusivement dans les cellules n°5 et n°6

Constats :

L'exploitant a mis en place des règles de stockage pour gérer les incompatibilités. An d'éviter les erreurs de stockage, l'exploitant indique que le suivi est réalisé par un logiciel de gestion permettant de définir les familles de produits et leurs emplacements. La cellule n°1 est réservée aux produits inflammables, les cellules 5 et 6 sont réservées au stockage des produits classés CMR et toxiques. La visite n'a pas mis en évidence de produits comburants stockés dans les cellules n°5 et n°6.

L'inspection a constaté que les allées des cellules sont propres et dégagées, permettant une circulation aisée. Il a été constaté, par sondage, la présence des étiquettes avec les pictogrammes et classes de danger sur les produits stockés. La visite a mis en évidence que les consignes, numéros d'urgence et pictogrammes de danger sont affichés à l'entrée des cellules de stockage des produits phytosanitaires. Un affichage indique que l'accès à ces cellules est réservé au personnel formé au risque chimique.

L'exploitant déclare procéder à la surveillance de la qualité de l'air dans ces cellules ventilées. Afin de garantir un espace suffisant entre le stockage et le plafond, les emplacements situés au dernier

niveau des rack sont condamnés (mise en place d'un affichage).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : STOCKAGE DES PRODUITS ET SUBSTANCES COMBUSTIBLES

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/10/2008, article 8.1.2
Thème(s) : Risques accidentels, Caractéristiques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les caractéristiques des cellules sont les suivantes : Mur coupe-feu 2 heures [...] entre la cellule 4 et le local de charge de batteries [...] Porte coupe-feu de 1 heure à fermeture automatique asservie à la détection incendie [...] mis en place entre ta cellule 4 et le local de charge de batteries [...] sol étanche formant une rétention globale [...] La commande manuelle des exutoires de fumées et de chaleur doit être facilement accessibles depuis les issues de secours</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection s'est rendue au niveau du local de charge des batteries. Le local de charge est séparé de la cellule n°4 par un mur coupe-feu 2 heure et une porte coupe-feu à fermeture automatique asservie à la détection. Les portes coupe-feu sont protégées par une grille afin d'éviter tout risque de détérioration (choc avec engin, etc).</p> <p>Lors de la visite, l'inspecteur a demandé à l'exploitant de tester la fermeture de la porte coupe-feu séparant le local de charge de la cellule n°4. Il a été constaté que la porte s'est refermée correctement. L'inspection a remarqué que le système magnétique, permettant de maintenir la porte en position ouverte, est toutefois mal fixé et a entraîné des difficultés pour maintenir la porte en position ouverte après le test. L'exploitant a indiqué procéder à la réparation à l'issue de la visite. L'exploitant a précisé que les portes coupe-feu font l'objet d'une vérification mensuelle, en interne, ainsi que d'une vérification annuelle par une entreprise extérieure. L'inspection a constaté la présence des pastilles confirmant la réalisation d'un contrôle par une société extérieure en octobre 2023.</p> <p>Dans le local, des consignes de sécurité sont affichées pour la maintenance et l'utilisation des chargeurs et batteries. L'inspection a constaté un sol en bon état. Les commandes manuelles des exutoires de fumées du local de charge sont accessibles depuis l'issue de secours.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : STOCKAGE DES PRODUITS TOXIQUES, TRES TOXIQUES ET INFLAMMABLES

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/10/2008, article 8.1.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Implantation et conception
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] portes coupe feu de degré une heure d'accès aux cellules 5 et 6 à fermeture automatique asservie à la détection incendie. [...] le sol est incombustible et imperméable. Il sera maintenu en parfait état de propreté et équipé de façon à pouvoir recueillir facilement les produits libérés lors d'accidents de manutention. [...] sol béton étanche formant une rétention globale,[...]</p>
Constats :

L'inspection a constaté la présence des portes coupe-feu à l'entrée des cellules n°5 et n°6. Le sol des cellules est en béton étanche et présente un bon état de propreté. Un kit mobile d'intervention en cas de déversement de produits dangereux est disponible dans l'entrepôt. La liste du personnel habilité à intervenir en cas de déversement et le mode opératoire sont affichés au niveau de ce kit qui contient : plots de balisage, équipements de protection individuelle, absorbant, extincteurs, pelle, balai, contenant pour recueillir les déchets.

L'exploitant a montré à l'inspecteur la fosse extérieure de rétention des cellules n°5 et n°6 ainsi que la vanne d'obturation manuelle (fermée en permanence) et la fosse enterrée de la cellule n°1. L'inspection a constaté que les rétentions sont vides et propres. La rétention déportée de la cellule n°1 est équipée d'une électrovanne asservie à la détection incendie. Les fosses font l'objet d'un contrôle visuel mensuel et de tests, réalisés en interne, de fermeture des vannes (vu le classeur enregistrement ENG-005 V17 - CONTRÔLES OBLIGATOIRES- Période du 01/01/2024 au 31/12/2024).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : TRAVAUX D'ENTRETIEN ET DE MAINTENANCE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/10/2008, article 7.4.5.1

Thème(s) : Risques accidentels, Contenu du permis de feu

Prescription contrôlée :

Le permis rappelle notamment:

- les motivations ayant conduit à sa délivrance,
- la durée de validité,
- la nature des dangers,
- le type de matériel pouvant être utilisé,
- les mesures de prévention à prendre. notamment les vérifications d'atmosphère, les risques d'incendie et d'explosion, la mise en sécurité des installations,
- les moyens de protection à mettre en œuvre notamment les protections individuelles, les moyens de lutte (incendie. etc.) mis à la disposition du personnel effectuant les travaux.

Tous travaux ou interventions sont précédés, immédiatement avant leur commencement d'une visite sur les lieux destinée à vérifier le respect des conditions prédéfinies. A l'issue des travaux, une réception est réalisée pour vérifier leur bonne exécution, et l'évacuation du matériel de chantier : la disposition des installations en configuration normale est vérifiée et attestée. Certaines interventions prédéfinies, relevant de la maintenance simple et réalisée par le personnel de l'établissement peuvent faire l'objet d'une procédure simplifiée. Les entreprises de sous-traitance ou de services extérieures à l'établissement interviennent pour tous travaux ou interventions qu'après avoir obtenu une habilitation de l'établissement. L'habilitation d'une entreprise comprend des critères d'acceptation, des critères de révocation, et des contrôles réalisés par l'établissement.

Constats :

L'exploitant a mis en place une procédure de délivrance des permis de feu. Par sondage, l'inspection a consulté un permis de feu délivré le 06/05/2024 (intervention de maintenance dans le local mousse – utilisation d'une disqueuse). Le document fait apparaître :

<ul style="list-style-type: none"> - la description du travail et le type d'opération - le lieu de travail et la durée de l'intervention - les consignes de prévention et moyens de protection - l'identité des intervenants, surveillant de l'opération et personnel autorisé à délivrer le permis de feu - les dates et heure du contrôle post-opération <p>Le document est signé par les différents intervenants et la surveillance après travaux a été réalisée et tracée. L'inspection a cependant constaté que le contrôle post-intervention d'un permis de feu délivré le 07/07/20224 (opération de changement du pot d'échappement du groupe motopompe) n'a pas été daté et signé. L'exploitant indique qu'il s'agit d'une omission mais que la surveillance a bien été réalisée.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Veiller à bien indiquer la réalisation de la surveillance post-intervention suite à la délivrance d'un permis de feu.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 11 : AUTOSURVEILLANCE DES EAUX PLUVIALES

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/10/2008, article 9.2.1.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Fréquences et modalités de l'autosurveillance de la qualité des rejets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les paramètres listés au point 4.3.12* du présent arrêté sont mesurés trimestriellement selon les normes en vigueur.</p> <p><i>*Article 4.3.12 : L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales non polluées dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et débit ci- dessous définies :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - DCO inférieure à 125 mg/l - Hydrocarbures inférieurs à 10 mg/l - Phénols inférieurs à 0,1 mg/l - MES inférieures à 100 mg/l - DBO5 inférieure à 40 mg/l - Azote globale : 60 mg/l - Phosphore total : 20 mg/l - Métaux lourds inférieurs à 15 mg/l
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant transmet les données d'autosurveillance à l'inspection des installations classées. Les résultats transmis sont conformes sur l'ensemble des paramètres. L'inspection constate que la périodicité de l'autosurveillance réalisée selon une fréquence semestrielle et non trimestrielle comme prescrit dans l'arrêté préfectoral.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p>

Réaliser l'autosurveillance suivant la périodicité prévue par l'arrêté préfectoral d'autorisation
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 12 : BASSIN DE CONFINEMENT ET BASSIN D'ORAGE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/10/2008, article 7.7.11.2
Thème(s) : Risques chroniques, Confinement des eaux polluées
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés à un bassin de confinement étanche aux produits collectés et d'une capacité minimum de 2640 m3 avant rejet vers le milieu naturel. La vidange suivra les principes imposés par article 4.3.11 traitant des eaux pluviales susceptibles d'être polluées. Le premier flot des eaux pluviales susceptibles d'être polluées par lessivage des toitures, sols, aires de stockage etc. est collecté dans un bassin de confinement d'une capacité minimum de 2640 m3. Les bassins, peuvent être confondus auquel cas, leur capacité tient compte à la fois du volume des eaux de pluie et d'arrosage d'un incendie majeur sur le site. Ils sont maintenus en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation. Les organes de commande nécessaire à leur mise en service doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection s'est rendue au niveau du bassin de confinement. Il a été observé le positionnement du trop-plein permettant de s'assurer du volume disponible pour la collecte des effluents en cas de sinistre. L'exploitant informe l'inspection d'un dysfonctionnement de l'électrovanne assurant le confinement des eaux polluées. Dans l'attente de la réparation, la vanne est maintenue en position fermée. Afin de prévenir les risques de pollution, une procédure de contrôle visuel est mise en place pour vérifier l'absence d'irisation dans le bassin avant toute vidange. L'exploitant déclare avoir prévenu les services départementaux d'incendie et de secours du problème d'électrovanne et du maintien de la vanne en position fermée.</p> <p>La visite a mis en évidence que les aires de stationnement et voirie sur lesquelles les eaux pluviales ruissellent avant de rejoindre le bassin de confinement sont en bon état et entretenues.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Procéder à la réparation de l'électrovanne. Informers l'inspection des installations classées des travaux de remise en état une fois ceux-ci réalisés.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 13 : EAUX PLUVIALES

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe IIPt 1.6.4
Thème(s) : Risques chroniques, Collecte des eaux pluviales
Prescription contrôlée : Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockage et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs séparateurs d'hydrocarbures correctement dimensionnés ou tout autre dispositif d'effet équivalent. Le bon fonctionnement de ces équipements fait l'objet de vérifications au moins annuelles
Constats : Un séparateur d'hydrocarbures est installé en sortie du bassin de confinement des eaux avant leur rejet au milieu naturel. Le confinement est réalisé par une électrovanne. En juin 2023, le séparateur d'hydrocarbures a fait l'objet d'un remplacement. Lors de la remise en eau du dispositif, une fissure a été diagnostiquée. Cet incident a été signalé à l'inspection des installations classées par téléphone le 20 juin 2023, suivi d'une confirmation par courrier électronique le 21 juin 2023. L'exploitant a indiqué que l'incident n'a eu aucun impact sur l'environnement. Le séparateur d'hydrocarbures a été réparé et remis en service en octobre 2023. L'exploitant déclare que le prochain entretien de l'équipement est programmé en octobre 2024.
Type de suites proposées : Sans suite